

[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## À Gainneville, près du Havre : les parents mobilisés contre la menace de fermeture d'une classe

2-3 minutes



Parents et élus ont manifesté mardi 7 avril 2026 à [Gainneville](#) pour maintenir le nombre de classes actuel à la rentrée prochaine. | Paris Normandie/Laure Ferrari

Au sortir du week-end de Pâques, c'était opération « école morte » mardi 7 avril 2026 à [Gainneville](#), près du [Havre](#) où des parents d'élèves manifestaient pour éviter une fermeture de classe.

Faire entendre leur voix pour éviter ce qui n'est pour l'instant qu'une probabilité, c'est l'objectif des parents d'élèves du groupe scolaire Louis-Aragon à [Gainneville](#). En fin de semaine dernière, après avoir appris la menace d'une fermeture de classe qui pèse sur leur établissement, les parents d'élèves ont multiplié les actions et se mobilisent.

« Nous avons fait une pétition qui a réuni 207 signatures en quelques jours », précise Priscillia Lepère, représentante des parents d'élèves. « Nous avons 33 élèves de CM2 qui partiront en 6e et 27 enfants qui entreront au CP l'an prochain, mais malgré cela, nous pourrions perdre une classe. »

Pas uniquement des chiffres

Les parents dénoncent les conséquences néfastes de cette mesure sur les conditions d'apprentissage et l'augmentation redoutée des effectifs par classe. Ils condamnent une décision budgétaire qui « risque de fragiliser le parcours scolaire des enfants ».

« Une classe de maternelle a fermé l'an dernier et c'est ce que l'on retrouve cette année pour la primaire. C'est mathématique... », constate Martial Galopin. « Maintenant, ce ne sont pas que des chiffres mais des enfants dont on parle ici », poursuit le maire, présent sur la manifestation pour soutenir les parents. « Dans un monde idéal, on aurait pu profiter du fait qu'il y a moins d'enfants

pour mieux les accompagner, et notamment les enfants qui rencontrent des difficultés un peu particulières. Aujourd'hui, le rectorat n'a pas, comment dire, cette vision. Et je dirais plus globalement l'État n'a pas cette vision. Il cherche à faire des économies. »